

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 97 — 1293

[C - 97/29236]

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif à la Direction générale des Infrastructures scolaires**

**RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

Dans sa déclaration de politique communautaire, le Gouvernement de la Communauté française s'est engagé à intégrer le personnel en provenance des anciens Fonds des Bâtiments scolaires au sein de ses Services.

La mise en œuvre de cette intégration supposait, au préalable, une modification profonde du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

En ce qu'il a transféré les membres du personnel en provenance des trois anciens Fonds des Bâtiments scolaires dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, le décret du 4 février 1997 a fixé la base juridique de cette intégration, le Gouvernement devant prendre les mesures nécessaires en vue de rendre compatible le statut des agents ainsi transférés avec celui des agents des Services du Gouvernement.

Ces mesures constituent le dispositif du présent arrêté relatif à la Direction générale des Infrastructures scolaires.

Son article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, intègre la Direction générale des Infrastructures scolaires au sein du Ministère de la Communauté française à la date du 2 janvier 1997 et porte en conséquence exécution, à cette même date, de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 fixant le cadre transitoire du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Le second alinéa du même article fixe néanmoins, entre cette Direction générale et les autres administrations constituant le Ministère de la Communauté française, une barrière de cadre dont les effets cessent le 31 décembre 2000.

En effet, une réforme telle que celle consistant, pour le Gouvernement, à rassembler l'ensemble de ses Services au sein d'un seul et même Ministère a pu raisonnablement trouver intérêt, au regard de l'obligation générale qui lui incombe de rechercher le meilleur fonctionnement possible de ses Services, à être réalisée selon des modalités qui soient acceptées par l'ensemble des membres du personnel concernés, en particulier leurs représentants, les organisations syndicales représentatives.

Ce nécessaire lien entre l'obligation précitée et cette recherche de consensus s'est trouvé renforcé du fait de la mise en œuvre simultanée de plusieurs réformes essentielles qu'il s'agisse de l'application de nouveaux statuts administratif et pécuniaire, de la fusion des deux Ministères ou de la réforme ici abordée, celle de l'incorporation au sein du Ministère fusionné de services ne faisant antérieurement pas partie des Services du Gouvernement.

S'agissant plus particulièrement, pour le Ministère fusionné de la Communauté française, d'accueillir en son sein des services ne faisant antérieurement pas partie des Services du Gouvernement, services qui comprennent un certain nombre d'agents nommés sans examen de recrutement et /ou de promotion organisé par le Secrétariat permanent de Recrutement et dont le cadre comporte, dans une phase transitoire, un nombre important d'emplois en extinction, une certaine appréhension a pu naître parmi les agents dudit Ministère, appréhension d'autant plus sensible que la restructuration s'accompagne de la mise en œuvre d'un nouveau statut administratif qui fixe notamment des règles générales de priorité pour la promotion à certains grades.

Inversement, du point de vue des agents en provenance des anciens Fonds des Bâtiments scolaires, l'instauration d'une barrière de cadre limitée dans le temps a pu constituer un tempérament admissible à l'intégration immédiate, pleine et entière compte tenu du fait qu'ils obtenaient parallèlement, eu égard à l'ensemble des réformes précitées, une réponse favorable à d'importantes revendications, celles de l'application du statut commun et de l'intégration, fut-elle limitée dans un premier temps dans ses effets par la barrière de cadre, dans les Services du Gouvernement soit deux avancées essentielles dans la mise en œuvre du principe d'égalité entre ces agents et les agents du Ministère fusionné et ce, alors que les différences de traitement antérieurement opérées ont pu être considérées comme juridiquement admissibles (voir arrêt du Conseil d'Etat n° 45.423 du 22 décembre 1993).

Cette barrière de cadre permettra en outre de régler ultérieurement deux difficultés techniques posées par l'intégration sans réserve de ces services au sein du Ministère fusionné à savoir la question de la coordination des grades techniques particuliers dont sont titulaires de très nombreux agents des anciens Fonds des Bâtiments scolaires avec les grades des agents du Ministère fusionné et la problématique résultant du fait qu'alors que ledit Ministère est actuellement une institution essentiellement centralisée, les anciens Fonds des Bâtiments scolaires font à l'inverse l'objet d'une très large décentralisation. Cette dernière considération n'est d'ailleurs pas étrangère au fait que, lors de la procédure de négociation syndicale ayant abouti à l'adoption du présent arrêté, il a été insisté sur la circonstance que la barrière de cadre devait également produire un effet de blocage momentané de tout mouvement organique de personnel du Ministère fusionné vers la Direction générale des Infrastructures scolaires.

Aussi, cette barrière de cadre qui ne constitue que le prolongement très momentané du principe de non interpénétration des emplois concernés, principe d'application depuis plusieurs dizaines d'années déjà (voir notamment l'arrêt du Conseil d'Etat n° 45.423 précité), représente-t-elle, en tant que tempérament très limité à l'application de réformes plus générales réalisant des avancées extrêmement significatives quant à la mise en place d'un parfait régime d'égalité entre les deux catégories de personnels ici envisagées, un des meilleurs gages de la réalisation de l'objectif premier poursuivi par le Gouvernement, celui de l'obtention rapide des synergies recherchées dans le fonctionnement de ces services soit la base de la meilleure collaboration possible entre les agents composant ces différents services.

Comme le précise en outre l'article 1<sup>er</sup>, second alinéa, cette barrière de cadre ne constituera pas un obstacle à ce que des membres du personnel en provenance des anciens Fonds des Bâtiments scolaires puissent être mis à la disposition d'une autre administration. L'ajout de cette précision traduit bien évidemment une des facettes de la réalisation des synergies précédemment évoquées.

L'article 2 rend applicable aux agents en provenance des anciens Fonds des Bâtiments scolaires les statuts administratif et pécuniaire du 22 juillet 1996.

Pour ce qui concerne ces agents, ces nouveaux statuts produisent leurs effets le 2 janvier 1997.

**28 MAI 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif à la Direction générale des Infrastructures scolaires**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 87 et 91*bis* modifiés par les lois spéciales des 8 août 1988, 16 janvier 1989 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française modifié par le décret du 4 février 1997;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services du Gouvernement de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 portant création du Ministère de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 fixant le cadre transitoire du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Vu le protocole n° 152 du Comité de Secteur XVII, conclu le 18 avril 1996;

Vu l'avis du Conseil de Direction;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 janvier 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget en date du 11 juillet 1996;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique en date du 11 juillet 1996;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 février 1997, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 1997, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sein du Ministère de la Communauté française est créé la Direction générale des Infrastructures scolaires.

La Direction générale visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> constitue vis-à-vis des autres administrations des Services du Gouvernement de la Communauté une administration distincte sans qu'il existe une interpénétration des cadres. Les membres du personnel de chacune de ces administrations peuvent, si possible sur base volontaire, être mis à disposition d'une autre administration sur décision du Gouvernement ou du ou des Ministre(s) au(x)quel(s) ce pouvoir a été délégué.

**Art. 2.** Les membres du personnel statutaire en provenance du fonds des bâtiments scolaires de l'Etat, du fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné et du fonds communautaire de garantie sont soumis aux dispositions qui régissent le statut du personnel des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour qui suit l'entrée en vigueur du décret du 4 février 1997 modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, cesse ses effets le 31 décembre 2000.

**Art. 4.** Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mai 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING  
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 1293

[C - 97/31241]

**Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
betreffende de Algemene Directie Schoolinfrastructuren**

## VERSLAG AAN DE REGERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

In haar verklaring van gemeenschapsbeleid had de Regering van de Franse Gemeenschap zich ertoe verbonden het personeel van de voormalige Fondsen voor Schoolgebouwen in haar Diensten te integreren.

Deze integratie veronderstelde vooraf een diepgaande wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Door de overdracht van de personeelsleden afkomstig van de drie voormalige Fondsen voor schoolgebouwen naar de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap heeft het decreet van 4 februari de juridische basis vastgelegd van deze integratie, waarbij de Regering de nodige maatregelen dient te nemen om het statuut van de aldus overgedragen ambtenaren met dat van de ambtenaren van de Diensten van de Regering te verenigen.

Het bepalend gedeelte van dit besluit betreffende de Algemene directie Schoolinfrastructuren bestaat uit deze maatregelen.

Zijn artikel 1, lid 1, integreert de Algemene directie Schoolinfrastructuren in het Ministerie van de Franse Gemeenschap op 2 januari 1997 en brengt dientengevolge, op dezelfde datum, artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 tot vaststelling van de overgangsformatie van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap ten uitvoer.

Niettemin bepaalt het tweede lid van hetzelfde artikel een kaderafsluiting tussen deze Algemene directie en de andere besturen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap waarvan de uitwerking op 31 december 2000 een eind neemt.

De verwezenlijking van een hervorming zoals deze, die voor de Regering in het bijeenbrengen van het geheel van haar Diensten binnen één Ministerie bestaat, is immers redelijkerwijze interessanter gebleken, ten aanzien van de algemene verplichting die haar toekomt om de best mogelijke werking van haar Diensten na te streven, op basis van modaliteiten die aangenomen worden door het geheel van de betrokken personeelsleden, in het bijzonder hun vertegenwoordigers, de representatieve vakbonden.

Deze noodzakelijke koppeling van voornoemde verplichting met het streven naar consensus werd nog sterker vanwege het gelijktijdig instellen van verscheidene wezenlijke hervormingen, zowel voor de toepassing van het nieuwe administratief en geldelijk statuut, voor het samenvoegen van beide Ministeries of de hier besproken hervorming, als voor het opnemen binnen een samengevoegd Ministerie van diensten die voorheen niet deel uitmaakten van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Daar het, voor het samengevoegd Ministerie van de Franse Gemeenschap, meer bepaald om het opnemen in zijn midden gaat van diensten die vroeger niet deel uitmaakten van de Diensten van de Regering, diensten waarin zich sommige ambtenaren bevinden die benoemd werden zonder wervings- en/of bevorderingsexamen ingericht door het Vast Wervingssecretariaat en waarvan de personeelsformatie, in een overgangsfase, een aanzienlijk aantal uitdovende betrekkingen bevat, is bij de ambtenaren van genoemd Ministerie enige bezorgdheid gerezen, bezorgdheid die des te voelbaarder wordt dat de herstructurering gepaard gaat met het instellen van een nieuw administratief statuut dat inzonderheid algemene voorrangregels bepaalt voor de bevordering tot sommige graden.

Daarentegen, vanuit het standpunt van de ambtenaren afkomstig van de voormalige Fondsen voor Schoolgebouwen, is het instellen van een in tijd beperkte kaderafsluiting een aannemelijke matiging voor de rechtstreekse, volledige en totale integratie daar zij, gezien alle voornoemde hervormingen, gelijktijdig een gunstig antwoord kregen op belangrijke eisen, die van de toepassing van het gemeen statuut en van de integratie, ook al werd deze in de eerste tijden beperkt in haar uitwerking door de kaderafsluiting, in de Diensten van de Regering, met name twee fundamentele vorderingen in het uitwerken van het gelijkheidsbeginsel tussen deze ambtenaren en de ambtenaren van het samengevoegd Ministerie en dit, terwijl de vroegere bezoldigingsverschillen als juridisch aannemelijk hebben kunnen worden beschouwd (zie arrest van de Raad van State nr. 45.423 van 22 december 1993).

Deze kaderafsluiting zal, bovendien, ons in staat stellen later twee technische moeilijkheden voortkomend uit de integratie zonder voorbehoud van deze diensten binnen het samengevoegd Ministerie te regelen, met name het probleem van de coördinatie van de specifieke technische graden waarvan heel veel ambtenaren van de voormalige Fondsen voor Schoolgebouwen titularis zijn met de graden van de ambtenaren van het samengevoegd Ministerie en de problematiek voortkomend uit het feit dat terwijl genoemd Ministerie nu een essentieel gecentraliseerde instelling is, de voormalige Fondsen voor Schoolgebouwen, daarentegen, aan een zeer verspreide decentralisatie onderworpen zijn. Trouwens is deze laatste beschouwing niet zonder verband met het feit dat, tijdens de syndicale onderhandelingen die uitmondten op de aanneming van dit besluit, erop gewezen werd dat de kaderafsluiting ook kortstondig elke organieke beweging van het personeel van het samengevoegd Ministerie naar de Algemene directie Schoolinfrastructuren zou blokkeren.

Dientengevolge is deze kaderafsluiting die enkel als zeer kortstondige ontwikkeling van het beginsel van de niet-interpenetratie van bedoelde betrekkingen te beschouwen is, beginsel dat van toepassing is sedert enige tientallen jaren al (zie inzonderheid voornoemd arrest van de Raad van State nr. 45423), als zeer beperkte matiging van de toepassing van algemenere hervormingen die uiterst significatieve vorderingen maken op het gebied van het instellen van een perfecte gelijkheidsregeling tussen beide in acht genomen personeelscategorieën, een van de beste waarborgen voor de verwezenlijking van het door de Regering beoogde doel, dat van het snel verwerven van de gezochte synergieën in de werking van deze diensten, met name de basis voor de best mogelijke samenwerking tussen de ambtenaren waaruit deze verscheidene diensten bestaan.

Zoals daarenboven gepreciseerd bij artikel 1, tweede lid, zal deze kaderafsluiting de personeelsleden afkomstig van de voormalige Fondsen voor Schoolgebouwen niet beletten ter beschikking te worden gesteld van een ander bestuur. Met het toevoegen van deze verduidelijking komt een van de facetten van de verwezenlijking van eerder geschetste synergieën tot uiting.

Door artikel 2 worden de administratieve en geldelijke statuten van 22 juli 1996 van toepassing op de ambtenaren afkomstig van de voormalige Fondsen voor Schoolgebouwen.

Wat deze ambtenaren betreft, hebben deze nieuwe statuten uitwerking met ingang van 2 januari 1997.

**28 MEI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
betreffende de Algemene Directie Schoolinfrastructuren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op de artikelen 87 en 91bis, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 januari 1989 en 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 4 februari 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 houdende oprichting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 tot vaststelling van de overgangsformatie van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 152 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 18 april 1996;

Gelet op het advies van de Directieraad;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 januari 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, daterend van 11 juli 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister voor Ambtenarenzaken, daterend van 11 juli 1996;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1997 over de adviesaanvraag binnen de termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 april 1997, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 mei 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** Binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt de Algemene Directie Schoolinfrastructuren opgericht.

De in lid 1 bepaalde Algemene Directie vormt met betrekking tot de andere besturen van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap een afzonderlijk bestuur, zonder interpenetratie van de formaties. De personeelsleden van ieder van die besturen kunnen, zo mogelijk op vrijwillige basis, ter beschikking worden gesteld van een ander bestuur, bij beslissing van de Regering of van de Minister(s) aan wie die macht overgedragen is.

**Art. 2.** De statutaire personeelsleden afkomstig van het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen, van het Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs en van het Waarborgfonds voor Schoolgebouwen zijn onderworpen aan de bepalingen die het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap regelen.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag na de inwerkingtreding van het decreet van 4 februari 1997 tot wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. Artikel 1, lid 2 houdt op uitwerking te hebben met ingang van 31 december 2000.

**Art. 4.** De Minister tot wiens bevoegdheden de Ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 mei 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE